

*Les crédits*

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

LE PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU  
MATÉRIEL DE DÉFENSE

\*Question n° 32—**M. Fulton:**

En ce qui concerne chacune des années 1979 à 1988, des entreprises exploitées *a)* en Colombie-Britannique, *b)* en Alberta, *c)* en Saskatchewan, *d)* au Manitoba, *e)* en Ontario, *f)* au Québec, *g)* au Nouveau-Brunswick, *h)* en Nouvelle-Écosse, *i)* à l'Île-du-Prince-Édouard, *j)* à Terre-Neuve, *k)* au Yukon, *l)* dans les Territoires du Nord-Ouest ont-elles sollicité des fonds au titre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense et, dans l'affirmative, (i) quelles entreprises ont reçu des subventions dans le cadre du programme, (ii) à combien s'élevait la subvention, et (iii) quels étaient les objectifs généraux des opérations subventionnées?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

• (1110)

**M. Cooper:** Monsieur le Président, j'aimerais vous demander de bien vouloir examiner les questions nos 45, 52, 53, 62, 64, 83 et 88 au regard du paragraphe 39(6) du Règlement.

Je demande en outre que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**M. le Président:** Je tiens à faire savoir à la Chambre que le député de Peace River m'a fait savoir avant que la Chambre ne siège qu'il prendrait la parole pour demander l'examen de ces questions au regard du paragraphe 39(6) du Règlement. Je crois savoir que jamais depuis un bon nombre d'années la présidence n'a été saisie d'une telle demande. Pour ce motif, le député comprendra, j'en suis certain, que la présidence estime utile de réfléchir très attentivement à cette démarche. Par ailleurs, d'autres députés peuvent souhaiter dire ce qu'ils en pensent.

Je n'ai pas l'intention de statuer immédiatement à cet égard. Si d'autres députés souhaitent aborder cette question ou faire bénéficier la présidence de leurs lumières, peut-être pourraient-ils communiquer avec mon bureau et prendre au besoin des dispositions pour discuter la chose davantage.

Je ne souhaite pas prendre les députés au dépourvu.

[Français]

Les autres questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

[Traduction]

## RECOURS AU RÈGLEMENT

### L'EXPOSÉ D'UN DÉPUTÉ—CORRECTION

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Au cours d'un exposé que je faisais la semaine dernière à la Chambre, j'ai fourni à mon insu des renseignements erronés.

En effet, alors que je parlais du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'incident mettant en cause le *Komagata Maru*, j'ai donné à entendre qu'il n'y avait à bord que des Sikhs.

Or, vous le savez, monsieur le Président, il y avait à bord des ressortissants de l'Inde représentant diverses confessions religieuses. Même si la majorité des passagers était constituée de Sikhs, il y avait également des Musulmans, des Indous, des Chrétiens, des Bengalis et d'autres. Je tenais simplement à faire cette mise au point.

**M. le Président:** J'en sais gré au député.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### LES CRÉDITS

#### JOUR DESIGNÉ (ARTICLE 81)—LES RAVAGES ÉCONOMIQUES QUI SERAIENT CAUSÉS AU CANADA ATLANTIQUE

**M. George S. Baker (Gander—Grand Falls)** propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir établi une série de politiques qui causent des ravages économiques sans précédent au Canada atlantique.

—Monsieur le Président, la raison qui nous incite à présenter cette motion est bien connue. C'est qu'une série de politiques adoptées par le gouvernement du Canada ont un effet dévastateur sur le Canada atlantique.

Je laisserai mes collègues exposer les ravages de ces politiques dans le domaine de l'impôt et des compressions budgétaires, et je m'en tiendrai aujourd'hui aux résultats des mesures gouvernementales qui détruisent littéralement les pêcheries de la côte est du Canada.

Ce matin, nous avons entendu aux informations que le premier ministre (M. Mulroney) avait demandé au gouvernement espagnol de limiter ses activités de pêche à l'extérieur de la zone de 200 milles au large de la côte est.